Séance du 14 novembre 2019

Présents :

9 commissaires : Mmes L. Eichenberger, S. Hügli, C. Schaffner, MM. O. Favre, H.-P. Renk, G. Santschi, R. Vermot, A. Von Allmen et M. Zurbuchen.

Excusé : *3 commissaires : MM. M. Rosselet, D. Taillard et Ph. Zbinden.*

Absent : *M. M. Delic*

La séance est levée à 20h48

Position de la Commission financière sur le budget 2020.

Au vu des explications apportées et malgré un déficit de 2.2 millions, la Commission financière considère le budget comme acceptable, avec les considérations suivantes :

La perte reste immense même si, contrairement aux années précédentes, elle était plus difficilement prévisible. En effet, en surcroît des mauvaises recettes des personnes morales liées à la conjoncture est venue s'ajouter une forte rétrocession en faveur d'une grande entreprise établie sur le territoire communale.

Si le Conseil communal présente le budget comme celui de l'apaisement, la Commission financière déplore un manque de prise de décision. Malgré que le déficit soit plus faible que celui des années précédentes, la Commission financière aurait souhaité des mesures plus fermes en termes d'économie et de recherche de nouvelles recettes.

Toutefois, elle relève que le Conseil communal a tenu plusieurs de ses engagements et observe que celui-ci souhaite aller de l'avant et continuer à sortir la ville de ce naufrage économique.

Aussi, la Commission regrette le manque de discussion avec l'exécutif ainsi que son éviction quant à la réflexion de la stratégie économique. Depuis plusieurs années, elle insiste afin d'être mieux intégrée à l'élaboration du budget et constate que les habitudes ne changent pas.

Le manque d'information sur le rapport de la taxe foncière étant un criant exemple.

Il nous semble évident qu'avec des discussions préalables, les réponses apportées lèveraient un certain nombre de doutes et permettraient ainsi d'éviter de houleuses séances du Conseil général. La Commission demande à être considérée comme une Commission de gestion économique et non plus comme un organe de « validation ». Elle revendique également à être convoquée plus rapidement dans l'année pour l'élaboration du budget.

Toujours au niveau de la communication : lors de la préparation du budget 2019, la Commission a exprimé le souhait de rencontrer plusieurs importants services communaux tels que les travaux publics, les directions des musées ou le service de la promotion afin d'engager le dialogue sur de possibles optimisations économiques. Force est de constater que le bilan est négatif étant donné qu'aucune de ces entrevues n'a été agendée.

Même si la Commission aurait espéré plus d'initiative de la part du Conseil communal, elle admet également un manquement de sa part. Ainsi, et afin de prendre ses responsabilités, la Commission a déjà proposé et proposera des dates pour rencontrer lesdits services.

En outre, la Commission salue l'initiative du comité du MBAL d'inviter à la discussion les différents groupes politiques locaux.

De manière générale, la Commission financière comprend et accepte le fond du discours du Conseil communal mais souhaite un changement au niveau de la forme.

Même s'il est important de communiquer sur la faible responsabilité de notre Commune sur les déficits à répétition, principalement dus à des décisions cantonales, il est également important de ne pas se conforter dans la position dite du « Calimero loclois ». Celle-ci tend à renforcer une perception négative de la part des personnes externes à la Commune.

La Commission souhaite donc un peu plus d'optimisme de la part de l'exécutif mais aussi un arrêt des attaques dirigées envers des partis en particulier, mélangeant politique communale et cantonale.

Avant de passer au vote, l'ensemble des commissaires remercie le service des finances pour le soutien apporté à notre Commission. Nos remerciements vont également à l'ensemble du personnel communal.

Vote

La commission financière, par 7 voix contre 2, invite le Conseil général à accepter le budget 2020.

Le refus de deux commissaires est motivé pour les raisons suivantes : premièrement, la réduction des allocations complémentaires de formation professionnelle ; deuxièmement, la suppression de l'échelon automatique pour 2020.

AU NOM DE LA COMMISSION FINANCIERE

La présidente,
Corinne Schaffner

Le rapporteur,
Romain Vermot